

DAG-CT
Service Achats – Gestion des biens
Pôle juridique Marchés
Dossier suivi par : NB
Date : 20/08/2025

ACCORD-CADRE DE SERVICES

PRESTATIONS DE DIAGNOSTICS DANS LE CADRE DU PLAN DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INDÉCENT SUR LE TERRITOIRE DU DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU- RHONE A L'EXCEPTION DE LA COMMUNE DE MARSEILLE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES COMMUN AUX 5 LOTS (CCP)

AOO n°

202525

SOMMAIRE

1.	DEFINITIONS.....	3
2.	OBJET DU CONTRAT	3
3.	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	6
4.	EFFET ET DUREE DU CONTRAT	6
5.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	7
6.	CORRESPONDANTS	7
7.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	8
8.	CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTRAT	12
9.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT.....	13
10.	OBLIGATIONS DU SERVICE PUBLIC	16
11.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	16
12.	PENALITES.....	25
13.	LITIGES ET SANCTIONS.....	26

ELEMENTS CLES DU CONTRAT

Acheteur	CAF DES BOUCHES-DU-RHONE
Type de contrat	Accord-cadre de services à bons de commandes avec maximum
Structure	5 lots
Lieu d'exécution	Département des Bouches-du-Rhône.
Effet	L'accord-cadre prend effet à compter du 1 ^{er} janvier 2026 ou de sa date de notification formalisée par l'envoi au candidat retenu de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général de la Caisse d'Allocations Familiales des BDR, si elle est postérieure à la date mentionnée précédemment.
Durée	<p>La durée de l'accord-cadre est fixée à 2 ans reconductible 1 fois pour une durée de 1 an par tacite reconduction dans la limite de 3 ans et ce, à compter de sa date de prise d'effet.</p> <p>La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par la CAF des B.D.R. au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.</p> <p>Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.</p>

1. DEFINITIONS

Terme	Définition
Contrat	: Le contrat est un accord-cadre de services passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et Services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 .
Acheteur	: La Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône désignée « CAF des BDR » dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Elle est représentée par Monsieur Yves FASANARO, Directeur Général. Elle est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
Titulaire	: Le titulaire désigné à l'issue de la procédure d'attribution de l'accord-cadre est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1 Descriptif des prestations

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de visites et de diagnostics visant à qualifier le caractère indécent de logements pour lesquels la CAF des BDR fait une demande sur le zonage territorial défini.

2.2 Lieux d'exécution

Le titulaire doit intervenir dans le périmètre géographique de chaque lot dont les communes de rattachement figurent ci-après :

Lots	Communes
Lot 1 – Territoire Est	<ul style="list-style-type: none">• ALLAUCH• CARNOUX-EN-PROVENCE• CASSIS• CEYRESTE• GEMENOS• LA CIOTAT• PLAN DE CUQUES• ROQUEFORT LA BEDOULE• AUBAGNE• AURIOL• BELCODENE• CADOLIVE• CUGES-LES-PINS• LA BOUILLADISSE• LA DESTROUSSE• LA PENNE -SUR-HUVEAUNE• PEYPIN• ROQUEVAIRE• SAINT-SAVOURNIN• SAINT-ZACHARIE

Lot 2 – Etang de Berre et Côte Bleue	<ul style="list-style-type: none"> • CORNILLON-CONFOUX • ENTRESSEN • FOS-SUR-MER • GRANS • ISTRES • MIRAMAS • PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE • SAINT-MITRE-LES-REMPARTS • PORT DE BOUC • MARTIGUES • CARRY LE ROUET • SAUSSET-LES-PINS • CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES • ENSUES-LA-REDONNE • GIGNAC-LA-NERTHE • LE ROVE • MARIGNANE • SEPTEMES-LES-VALLONS • SAINT VICTORET
Lot 3 – Pays d'Aix	<ul style="list-style-type: none"> • AIX-EN-PROVENCE • BEAURECUEIL • BOUC-BEL-AIR • CABRIES • CHATEAUNEUF-LE-ROUGE • COUDOUX • EGUILLES • FUYEAU • GARDANNE • GREASQUE • JOUQUES • LA ROQUE – D'ANTHERON • LAMBESC • LE PUY-SAINTE-REPARADE • LE THOLONET • LES PENNES – MIRABEAU • MEYRARGUES • MEYREUIL • MIMET • PERTUIS • PEYNIER • PEYROLLES-EN-PROVENCE • PUYLOUBIER • ROGNES • ROUSSET • SAINT-ANTONIN SUR BAYON • SAINT CANNAT • SAINT ESTEVE-JANSON • SAINT-MARC-JAUMEGARDE • SAINT PAUL LES DURANCE • SIMIANE COLLONGUE • TRETS • VAUVENARGUES

	<ul style="list-style-type: none"> • VENELLES • VENTABREN • VITROLLES
Lot 4 – Pays Salonais	<ul style="list-style-type: none"> • ALLEINS • AURONS • BERRE L'ETANG • CHARLEVAL • EYGUIERES • LA BARBEN • LA FARE LES OLIVIERES • LAMANON • LANÇON-PROVENCE • MALLEMORT • PELISSANE • ROGNAC • SAINT-CHAMAS • SALON-DE-PROVENCE • SENAS • VELAUX • VERNEGUES
Lot 5 – Territoire Ouest	<ul style="list-style-type: none"> • ARLES • AUREILLE • BARBENTANE • BOULBON • CABANNES • CHATEAURENARD • EYGALIERES • EYRAGUES • FONTVIELLE • GRAVESON • LES BAUX-DE-PROVENCE • MAILLANE • MAS-BLANC-DES-ALPILLES • MAUSSANE-LES-ALPILLES • MOLLEGES • MOURIES • NOVES • ORGON • PARADOU • PLAN-D'ORGON • RAPHELE-LES-ARLES • ROGNONAS • SAINT-ANDIOL • SAINT-ETIENNE-DU-GRES • SAINT-MARTIN-DE-CRAU • SAINT-PIERRE DE MEZOARGUES • SAINT REMY DE PROVENCE • SAINTES-MARIES-DE-LA-MER • SALIN DE GIRAUD • TARASCON • VERQUIERES

Des communes pourront, en cours de marché, être exclues des lots en cas d'établissement de conventions d'habilitations avec les collectivités territoriales.

3. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, l'accord-cadre est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

Documents particuliers :

- L'acte d'engagement dûment complété et signé,
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ainsi que ses annexes,
- le bordereau de réponse incluant le bordereau de prix,
- le mémoire technique venant compléter le bordereau de réponse.

Les originaux de ces pièces, seuls documents faisant foi sont conservés par la C.A.F. des B.D.R.

La signature de l'acte d'engagement par les parties emporte signature de toutes les pièces indiquées ci-dessus ainsi que celles énumérées infra.

Documents généraux

Les documents listés ci-après ne sont pas communiqués, mais réputés connus des candidats :

- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale, l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, le décret n°2018- 1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, ainsi que le code de la santé publique.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (C.C.A.G FCS.) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Ces documents même matériellement dissociés, constituent un ensemble et forment le cahier des charges contractuel.

Le titulaire est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le cahier des charges contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant.

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le titulaire (conditions générales, tarifs, documentation) contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite.

4. EFFET ET DUREE DU CONTRAT

4.1 Prise d'effet du contrat

L'accord-cadre prend effet à compter du 1er janvier 2026 ou de sa date de notification formalisée par l'envoi au candidat retenu de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général de la Caisse d'Allocations Familiales des BDR, si elle est postérieure à la date mentionnée précédemment.

4.2 Durée du contrat

La durée de l'accord-cadre est fixée à 2 ans reconductible 1 fois pour une durée de 1 an par tacite reconduction dans la limite de 3 ans et ce, à compter de sa date de prise d'effet.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par la CAF des Bouches-du-Rhône au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, le marché s'éteindra de plein droit.

5. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

5.1 Procédure de passation

Le présent accord-cadre est passé dans le cadre d'une procédure formalisée du code de la commande publique (articles L2124-2 et R2123-1 du Code de la commande publique).

5.2 Allotissement et étendue de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est décomposé en 5 lots, chacun traité par marché séparé.

Les 5 lots sont mono-attributaires à bons de commande en application des articles L2125-1 I°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, sans minimum mais avec un maximum exprimé en valeur pour la durée de l'accord-cadre.

En application de ces dispositions, ils se définissent comme suit :

ETENDUE DE L'ACCORD CADRE
Lot n°1 : Diagnostics et autres missions sur les zones géographiques – Territoire Est 50 000 € H.T pour la durée totale du marché reconductions incluses.
Lot n°2 : Diagnostics et autres missions sur les zones géographiques – Etang de Berre et Côte bleue 150 000 € H.T pour la durée totale du marché reconductions incluses.
Lot n°3 : Diagnostics et autres missions sur les zones géographiques – Pays d'Aix 90 000 € H.T pour la durée totale du marché reconductions incluses.
Lot n°4 : Diagnostics et autres missions sur les zones géographiques – Pays Salonais 105 000 € H.T pour la durée totale du marché reconductions incluses.
Lot n°5 : Diagnostics et autres missions sur les zones géographiques – Territoire Ouest 105 000 € H.T pour la durée totale du marché reconductions incluses.

5.3 Nature des prestations

Les prestations relèvent d'un contrat de services.

6. CORRESPONDANTS

Les cocontractants conviennent de désigner des correspondants privilégiés pour suivre l'exécution du marché.

6.1 Correspondants pour le titulaire

Le titulaire devra indiquer au bordereau de réponse, les noms des correspondants administratifs et techniques ainsi que leur fonction.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

6.2 Correspondants pour la CAF des B.D.R

6.2.1. Correspondants techniques

Madame Angélique SCURI-DELCLOS
Tél : 04 88 57 30 61
Courriel : angelique.scuri-delclos@caf13.caf.fr

Monsieur Fabien FERAUD
Tél : 04 96 16 55 11
Courriel : fabien.feraud@caf13.caf.fr

6.2.2. Correspondants administratifs

Nathalie BOSCA, Responsable du Service Achats-Gestion des biens.
Tél : 04 91 05 54 92
Courriel : nathalie.bosca@caf13.caf.fr

7. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

7.1 Obligations générales

Le marché est à obligation de résultats pour l'ensemble des prestations.

Toutes les prestations doivent être exécutées avec la plus grande diligence et dans le respect des usages couramment admis par la profession et selon les normes en vigueur, le cas échéant. Les prestations doivent être réalisées dans un principe d'impartialité et de neutralité.

Les prestations attendues du titulaire consistent essentiellement dans la réalisation de diagnostics à mener sur des logements afin de déterminer s'ils sont indécents. Depuis la loi Alur en 2014, et son décret d'application en 2015, les Caf contribuent à la lutte contre l'habitat non décent en mettant en place la conservation des aides au logement familiales (ALF) et sociales (ALS).

Dans l'affirmative, le titulaire doit s'assurer de la réalisation de travaux constatés par un nouveau diagnostic.

Le ou les titulaires du présent marché seront signataires de conventions d'habilitation pour la bonne exécution des prestations

7.2 Nature des prestations

Pour mémoire et afin d'assurer la bonne exécution des prestations énumérées ci-après, il est impératif que le titulaire réponde aux exigences obligatoires indiquées à l'article 5.3 du règlement de la consultation.

En outre, l'intervention du titulaire peut prendre plusieurs formes :

7.2.1 Réalisation d'un diagnostic logement

- Le constat de non-décence

Le titulaire est sollicité par la CAF des BDR sur signalement de logement indécent qui lui est transmis via Signal Logement (ex Histologe).
Le titulaire est missionné par la CAF des BDR pour se rendre sur place pour visiter le logement et réaliser un constat.

La Caf informe le bailleur et le locataire du mandatement de l'opérateur en vue de réaliser la visite du logement concerné.

L'opérateur s'assure que le locataire a bien averti au préalable son bailleur des désordres rencontrés dans son logement.

A ce titre, la vérification des désordres du logement est réalisée par le titulaire avec l'assurance que le bailleur et le locataire ont été conviés préalablement à la visite par lettre simple et/ou par mail avec accusé de réception. Le titulaire conserve la preuve de ce courrier, il pourra lui être demandé par la Caf. La visite du logement est effectuée en présence des deux parties, le locataire et le bailleur peuvent se faire représenter le jour de la visite. À titre exceptionnel, sous réserve d'un motif légitime, l'absence du bailleur devra être justifiée (menaces, plaintes, actions en justice...).

Le titulaire y effectue l'ensemble des constatations et relevés nécessaires à l'établissement d'un diagnostic sur le caractère non décent du logement.

Pour ce faire, le titulaire doit respecter, suivre et compléter le **diagnostic technique initial (Cf. annexe 1.1)**

La trame à compléter pourra évoluer notamment en cas de validation d'une grille de correspondance du Règlement Sanitaire Départemental – Décret non décence par le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne.

Le diagnostic devra être réalisé en s'appuyant sur les éléments recueillis lors de la visite et mis en corrélation avec la situation observée (déclaration Signal Logement (ex Histologe), bail, état des lieux, décision de justice...) et sur les désordres constatés avec leur origine en distinguant les caractéristiques de non-décence et ceux liés aux rapports locatifs, relevant d'une autre réglementation (dégâts des eaux, vétusté...).

A partir des éléments du diagnostic recueillis lors de la visite, le titulaire détermine si le logement est non décent, c'est-à-dire s'il comporte un (ou des) élément(s) non conforme(s) au décret n°2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent modifié par le décret n°2017-312 du 9 mars 2017 et le décret n°2021-19 du 11 janvier 2021 relatif au critère de performance énergétique. Elle désigne également la responsabilité des désordres constatés.

Si le bailleur ou son représentant n'est pas présent lors de la visite, le titulaire s'assurera du respect d'une phase contradictoire avec le bailleur. Pour ce faire, le titulaire transmettra par lettre recommandée avec accusé de réception au bailleur les conclusions du constat sur lesquelles le bailleur pourra formuler ses observations, dans un délai maximum de 30 jours.

En cas de modification de ce dernier à l'issue de la phase contradictoire, un exemplaire complet et définitif sera transmis au bailleur par courrier simple et/ou par mail avec accusé de réception. Toutes contestations ou réclamations formulées par le locataire ou le bailleur devront faire l'objet d'une prise en charge par le titulaire.

Les conclusions définitives du constat sont transmises au locataire et au bailleur en lettre simple et/ou par mail avec accusé de réception.

Le diagnostic est adressé à la Caf à l'adresse suivante : caf13-BP-indecence@caf13.caf.fr ou via ALFRESCO en précisant dans l'objet « DTI » ainsi que le n° de signalement + n° Caf.

Le livrable :

A l'issue de la visite, le titulaire remet à la CAF des BDR :

- La grille type CAF des BDR dûment complétée, signée et relatant :

- ✓ Le classement du logement en non-décent, c'est-à-dire un logement comportant un ou des éléments non conformes au décret n° 2002-120 du 30/01/2002 modifié par le décret n°2017-312 du 09 mars 2017 relatif aux caractéristiques du logement décent et le décret n°2021-19 du 11 janvier 2021 relatif au critère de performance énergétique :

- ✓ La description pièce par pièce des éléments observés ne répondant pas aux normes de décence, ou pouvant mettre en cause la sécurité physique ou la santé des occupants ;
- ✓ Un montage photographique (ou tout autre support visuel) portant sur chaque caractéristique de non-décence constatée ;
- ✓ L'indication des éléments à mettre en conformité (travaux à préconiser) en formalisant objectivement les désordres et leurs origines (défaut d'entretien du logement, d'entretien des parties communes ou d'un comportement des personnes résidant dans le logement) et en qualifiant les responsabilités du bailleur et du locataire pour chaque désordre ;
- ✓ La synthèse des propos rapportés par l'allocataire ou son représentant, éventuellement des occupants présents ;
- ✓ Une mention indiquant s'il y a une présomption d'insalubrité, de mise en sécurité concernant le logement ou le bâtiment concerné.
- ✓ Une mention informant le locataire et le bailleur que :

« Les informations collectées sur le logement peuvent faire l'objet d'un traitement informatique par la Caisse d'allocations familiales. Ces informations peuvent être transmises aux institutions compétentes en matière d'habitat indigne, et être utilisées aux fins d'études, d'enquêtes et de sondages. Vous pouvez exercer votre droit d'accès et de rectification auprès du directeur de la Caf (demande accompagnée d'une pièce d'identité formulée soit par courrier postal à l'adresse suivante Caf des Bouches-du-Rhône 215 Chemin de Gibbes – 13348 Marseille cedex 20, soit à l'adresse électronique RGPD13@caf13.caf.fr) ».

Il comporte également, dans la mesure du possible :

- ✓ La synthèse des éléments rapportés par le syndic de la copropriété jugés utiles à la réalisation du constat ;
- ✓ La synthèse des propos rapportés par le bailleur ou son représentant (si celui-ci n'est pas présent lors de la réalisation du diagnostic-constat, les conclusions du constat lui seront transmises pour observation).

Il est remis à la CAF des BDR, dans les délais prévus au présent CCP, sous format électronique (PDF) à l'adresse suivante : caf13-BP-indecence@caf13.caf.fr ou via ALFRESCO **en précisant dans l'objet « DTI » ainsi que le n° de signalement + n° Caf.**

La trame à compléter pourra évoluer notamment en cas de validation d'une grille de correspondance du Règlement Sanitaire Départemental – Décret non-décence par le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne.

7.2.2 Visites de suivi et de contrôle des travaux

Le titulaire s'assure du suivi de la réalisation des travaux de mise aux normes du logement. Il recueille les éléments transmis par le bailleur qui attestent de la bonne réalisation de l'ensemble des caractéristiques de non-décence qui relèvent de la responsabilité du bailleur soulevées dans le diagnostic technique initial.

Le titulaire s'assure de la vérification de la bonne réalisation des travaux de mise aux normes en adéquation avec chaque caractéristique de non-décence mentionnée dans les conclusions du constat initial selon les modalités définies en annexe et ainsi selon son expertise, au regard des justificatifs fournis par le bailleur, de la nécessité d'engager une visite de contrôle.

Il sécurise l'information de la bonne réalisation de la totalité des travaux en contactant le bailleur et l'allocataire.

Lorsque toutes les conditions pour réaliser une visite de contrôle sont remplies il contacte à cette fin la CAF des BDR, en lui transmettant l'ensemble des justificatifs en copie, qui entérinera la décision par le mandatement d'un diagnostic de contrôle après travaux.

Le diagnostic de contrôle après travaux (Cf. annexe 1.2) est transmis au locataire en lettre simple et au bailleur en lettre recommandée avec accusé de réception par le titulaire et/ou par mail avec accusé de réception.

La trame à compléter pourra évoluer notamment en cas de validation d'une grille de correspondance du Règlement Sanitaire Départemental – Décret non-décence par le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne.

Ce contrôle est notifié sur le rapport de diagnostic de contrôle après travaux et est transmis à la CAF par voie électronique avec les éléments de diagnostic dès la fin de la phase contradictoire (j+1) et dans la limite des deux mois suivant le mandatement de la CAF. Toutes contestations ou réclamations formulées par le locataire ou le bailleur devront faire l'objet d'une prise en charge par le titulaire, sauf éléments relatifs à la conservation des allocations logement.

Le diagnostic de contrôle après travaux transmis à la CAF par le titulaire comporte les éléments suivants :

- L'indication, pour chaque désordre relevé lors du constat initial, des travaux réalisés et/ou ceux restant à réaliser (caractéristique résiduelle de non-décence) ;
- Un montage photographique (ou tout autre support visuel) portant sur les travaux réalisés et/ou les anomalies qui perdurent ;

Il comporte également, dans la mesure du possible :

- La synthèse des propos rapportés par le bailleur ou son représentant (si celui-ci n'est pas présent lors de la réalisation du diagnostic de contrôle, les conclusions du rapport lui seront transmises pour observation).

Ce document est transmis par voie électronique au format PDF à l'adresse suivante : caf13-BP-indecence@caf13.caf.fr ou via **ALFRESCO** en précisant dans l'objet « **DCAT** » ainsi que le n° de signalement + n° Caf.

Afin de prévenir tout conflit d'intérêt, dans l'hypothèse où le titulaire du lot se trouve être également le bailleur d'un logement faisant l'objet d'un constat de non-décence, le diagnostic sera confié à un autre prestataire titulaire d'un autre lot géographiquement le plus proche du logement à diagnostiquer.

Il est à noter que toute information relative au dispositif de conservation CAF ne doit pas faire l'objet d'une saisie dans la plateforme Signal Logement (ex : Histologe) de la part du titulaire (sauf accord du mandataire le permettant).

7.2.3 La participation à des réunions de suivi du contrat

Le titulaire pourra être convié à des réunions de suivi de l'accord-cadre.

7.2.4 Délai de réalisation des diagnostics

Réalisation des diagnostics des logements et contrôle des travaux réalisés :

A compter de la passation de la commande, le titulaire dispose d'un délai de 8 jours calendaires pour prendre contact avec le propriétaire et le locataire.

A compter de cette même commande, il dispose d'un délai de :

- 60 jours calendaires pour réaliser le diagnostic,
- 30 autres jours calendaires pour solliciter le bailleur en cas d'absence exceptionnelle de ce dernier (phase contradictoire),

La transmission du rapport à la CAF des BDR devra être réalisée dans le mois qui suit la fin de la phase contradictoire et dans la limite des trois mois à compter de la prise en charge du signalement.

8. CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTRAT

8.1 Modalités de passation des bons de commande

8.1.1 Passation des commandes

Au fur et à mesure des signalements, et si elle l'estime nécessaire, la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône contacte le titulaire du lot concerné en vue de la réalisation d'une ou plusieurs missions décrites aux articles 7 et suivants du présent CCP.

La commande est formalisée au titulaire par mandatement du Directeur de l'organisme ou un de ses délégataires.

La réception du mandatement par le titulaire vaut point de départ de commencement d'exécution de la prestation.

ATTENTION : Dans l'hypothèse où le titulaire du lot concerné se retrouve en conflit d'intérêt, c'est à dire en posture de bailleur du logement pour lequel un signalement parvient à la CAF, cette dernière se réserve le droit de mandater, de manière exceptionnelle, un prestataire titulaire d'un autre lot géographiquement le plus proche du logement à diagnostiquer.

8.1.2 Forme des mandatements

Les mandatements émis par la CAF des BDR sont notifiés par mail et/ou par courrier et/ou via Alfresco (plateforme sécurisée).

Le mandatement adressé par la CAF indique :

- La référence du marché,
- Le ou les logements concernés par la demande (noms du locataire et bailleur et leurs coordonnées),
- La nature des prestations,
- Une fiche de signalement récapitulative Signal Logement (ex Histologe) ...

8.2 Modalités de passation des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, la CAF des BDR peut être amenée à demander la réalisation de prestations se rapportant à l'objet du contrat mais dont les caractéristiques ne sont pas précisées dans le présent accord-cadre.

Des marchés subséquents peuvent alors être établis.

8.2.1 – Notification du marché subséquent

Il prend effet à compter de sa date de signature par les parties.

8.2.2 – Contenu du marché subséquent

Le marché subséquent est réalisé sur la base d'un devis remis par le titulaire et tenant compte d'éléments non prévus dans le présent accord-cadre.

En tout état de cause, les coûts horaires et de déplacement prévus dans l'offre doivent être respectés.

8.3 Actes modificatifs

Toute modification au présent cahier des charges entraîne un acte modificatif pour accord des deux parties signataires, dans les conditions des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Aucun acte modificatif n'est établi concernant toute modification relative à la réglementation du travail.

L'application est immédiate.

8.4 Prestations similaires

Dans le cadre de prestations similaires à la réalisation de ce marché, la CAF se réserve la possibilité de faire appel au titulaire du présent contrat par un marché passé sans publicité ni mise en concurrence conformément aux conditions décrites à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Un nouveau contrat est alors négocié et conclu entre les parties.

9. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

9.1 Les prix du contrat

9.1.1 Forme des prix

Le présent accord-cadre est conclu à prix forfaitaire par type de mission confié au titulaire. Ces derniers figurent dans le bordereau de prix inclus dans le bordereau de réponse.

9.1.2 Variation des prix

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire du contrat, par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (0,15 + 0,65 \times \frac{A}{A_o} + 0,20 \times \frac{PSDNR2-FSD2}{PSDNR2-FSD2o})$$

Dans laquelle :

P : est le prix révisé,

P_o : est le prix initial

A_o : est la valeur de l'indice de référence « 001565196 » du mois de la remise des offres par le titulaire.

A : est la valeur de ce même indice de référence du mois précédent la date anniversaire du contrat.

PSDNR2-FSD2 : est la valeur de l'indice « Frais et services divers modèle de référence n°2 » du mois de la remise des offres par le titulaire.

PSDNR2-FSD2_o : est la valeur de ce même indice du mois précédent la date anniversaire du contrat.

Si l'indice n'est pas publié à la date anniversaire du contrat, une révision provisoire doit être réalisée avec le dernier indice connu. Celle-ci sera réajustée et deviendra définitive lors de la publication de l'indice du mois précédent la date anniversaire du contrat.

Pour l'application de la révision des prix, le titulaire doit adresser sa demande à caf13-BP-indecence@caf13.caf.fr ou via **ALFRESCO**, détaillant la révision en fournissant les justificatifs de variation de l'indice retenu et ce, dans un délai d'un mois suivant la date anniversaire.

En cas de dépassement de ce dernier, la révision des prix ne pourra pas être acceptée, celle-ci devra faire l'objet d'une nouvelle demande à la prochaine date anniversaire du contrat.

En cas d'omission, la CAF des BDR se réserve la possibilité de réclamer l'application de la révision.

Dans le cas où l'indice mentionné vient à cesser d'exister, les deux parties se mettent d'accord pour le poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter l'ouverture d'un droit à indemnité de part et d'autre.

9.1.3 Contenu des prix

De manière générale, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales frappant obligatoirement la prestation.

Sont également compris de façon non exhaustive :

- toutes les prestations définies au présent accord-cadre sans restriction,
- les frais de déplacement, de logistique et de personnel,
- la fourniture de tout matériel indispensable à la bonne réalisation des prestations,
- les frais d'assurance,
- les frais d'entretien,
- toutes autres dépenses inhérentes à la bonne réalisation des prestations.

Le titulaire veillera à rationaliser les dépenses engagées.

9.1.4 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

9.2 Conditions de paiement

9.2.1 Avance

En application de l'article 11.1 du CCAG FCS, la CAF des BDR retient l'option A.

9.2.2 Conditions de versement de l'avance

Conformément aux articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique, le cocontractant aura droit à une avance si le montant du marché initial, ou de la tranche en cas de marché à tranches, est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution des prestations est supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est fixé à 10 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique : le taux de l'avance est fixé à 30% en application de l'article A.11.1 du CCAG-FCS.

De la même manière, conformément à l'article R 2191-4 du code de la commande publique, une avance pour les marchés de prestations ne remplissant pas les conditions de montant et de délai visés ci-dessus pourra être versée au cocontractant sous réserve qu'il en formule la demande expresse au maître de l'ouvrage par toute voie probante, ceci, avant tout commencement du règlement des prestations.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies précisément aux articles R 2191- 6 à 10 du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

9.2.3 En cas de sous-traitance

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles R 2193-17 à 21 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance se font dans les mêmes conditions qu'énoncées à l'article 9.2.1.1.

9.2.4 Conditions de remboursement

Que ce soit le titulaire du marché ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

9.2.5 Présentation des demandes de paiement

Seules les prestations mandatées par la CAF des BDR effectivement exécutées, donnent droit à un paiement.

Le titulaire doit respecter la règle de l'annualité budgétaire.

Aucune facture à cheval sur 2 années civiles ne sera admise. Il revient au prestataire de prendre ses dispositions.

La facture adressée à la C.A.F. des BDR est établie selon la forme suivante :

- Nom et adresse du créancier,
- Numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- Les références du contrat,
- Le montant hors T.V.A. des prestations réalisées,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- La date et la signature avec la mention « Décompte certifié sincère et véritable » (dans le cas où la facture n'est pas un original).

Les factures doivent être libellées en français. Les factures doivent être adressées mensuellement ou trimestriellement avant le 10 du mois d'envoi de la facture.

Toutes les factures de l'année N doivent être impérativement adressées avant le 31 octobre de l'année N+1 afin d'être réglées dans le cadre de l'exercice budgétaire et des procédures imposées par la Caisse nationale.

Les factures doivent être expédiées par mail exclusivement à l'adresse suivante : caf13-BP-indecence@caf13.caf.fr ou via ALFRESCO en précisant dans l'objet « facturation » ainsi que le numéro de la facture.

La facturation peut faire l'objet d'une mise au point lors de la notification du contrat.

9.2.6 Périodicité des paiements

Le paiement est effectué par virement bancaire ou postal sous 30 jours (joindre un R.I.B. lors d'une première facture) à compter de la réception de la demande de paiement.

Intérêts moratoires :

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la demande de paiement par la CAF des BDR. Le délai des 30 jours ne tient pas compte des délais bancaires.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le 1er jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

A ces augmentations s'ajoutent un montant forfaitaire de 40 € au titre des pénalités de retard.

10. OBLIGATIONS DU SERVICE PUBLIC

La Caisse d'Allocations Familiales des BDR est un organisme privé, gestionnaire d'un service public. A ce titre, elle est soumise aux obligations qui découlent des principes du service public que sont la continuité, la mutabilité et l'égalité.

Ce dernier principe d'égalité du service public induit la neutralité.

C'est la raison pour laquelle, la branche Famille s'est engagée dans une charte de laïcité applicable par l'ensemble des partenaires des CAF.

Dès lors, le titulaire est tenu de s'assurer que le personnel en charge de l'exécution de la prestation respecte l'ensemble des termes de la charte annexée au présent accord-cadre (Annexe 2) tant dans son comportement que dans sa présentation.

11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable de ses agents d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui peuvent être commis par ses préposés.

11.2 Sécurité et conditions de travail

Le titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour qu'aucun dommage ne survienne tant pour son personnel que pour les tiers et les agents des organismes membres du groupement, lors des opérations. Le prestataire et son personnel doivent :

- respecter la législation du travail en vigueur pour le personnel qu'il emploie ainsi que le règlement intérieur de la CAF des BDR,
- respecter le protocole ou le plan de prévention s'il y a lieu,
- fournir la liste du personnel qui sera amené à travailler au titre du présent contrat,
- doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail adapté à la prestation et le cas échéant des équipements de protection individuels tels que chaussures de sécurité, gants, etc ...,
- faire preuve de la plus grande correction, et chaque salarié, pour des raisons de sécurité, doit impérativement se déplacer à l'intérieur des locaux de l'organisme avec un logo de son entreprise

parfaitement visible et apposé sur son vêtement de travail.

Le prestataire sera responsable de ses agents d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il sera responsable des accidents survenus par le fait de son personnel tant à l'égard des tiers que des agents de l'organisme, des dommages de quelque nature que ce soit à l'occasion de l'exécution des prestations.

11.3 Assurances

Le titulaire doit être couvert par une assurance garantissant sa responsabilité civile tant à l'égard de la C.A.F que des tiers en cas d'accidents ou dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution. La garantie doit être suffisante et particulièrement pour les dommages corporels. Elle doit couvrir l'ensemble du dommage.

L'entreprise doit fournir une police d'assurance.

L'attestation doit émaner du siège social de la compagnie d'assurance ou d'un des agents généraux et indiquer précisément :

- La nature de la prestation couverte,
- Les montants garantis, qui doivent toujours être suffisants pour couvrir les dommages immatériels et matériels,
- La période de validité.

Le titulaire du marché adressera chaque année, à la Caisse d'Allocations Familiales, une attestation détaillée précisant qu'elle est à jour de ses cotisations pour l'année en cours et les garanties accordées.

11.4 Clause de confidentialité

Le titulaire est strictement lié par le secret professionnel.

Il est tenu de maintenir confidentiels tous documents et renseignements reçus pour la réalisation des prestations. Cette obligation se poursuit après l'achèvement du marché.

Le titulaire ainsi que son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, sont soumis au secret professionnel dans les conditions définies par l'article 226-13 du Code pénal et par les règles déontologiques en vigueur dans la profession d'avocat.

Cette obligation s'applique au contenu des études entreprises et, de manière générale, à l'ensemble des prestations du marché.

Le titulaire considérera comme strictement confidentielle et s'interdit de divulguer, toute information, document, donnée ou concept dont il pourra avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du contrat.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond à ses salariés comme de lui-même.

Le titulaire, toutefois, ne saurait être tenu responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou, s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

Les supports informatiques et documents fournis par la CAF des Bouches-du-Rhône à la société restent la propriété de la CAF des Bouches-du-Rhône.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Conformément à l'article 29 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, la société s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

La société s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue au présent contrat, l'accord préalable du propriétaire du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, la société ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de la CAF des Bouches-du-Rhône.

La CAF des Bouches-du-Rhône se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par la société.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

La CAF des Bouches-du-Rhône pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

11.5 Protection des données personnelles

Le titulaire et la CAF des Bouches-du-Rhône qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La société sera GARANTE du respect de la confidentialité sous peine de résiliation du contrat sans indemnités.

11.6 Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

- 1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :
 - une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
 - une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- 2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :
 - sa date d'embauche ;
 - sa nationalité ;
 - le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- 3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :
 - le certificat social URSSAF ;
 - une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).
- 4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :
 - une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).
- 5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
 - une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

11.7 Développement durable

La CAF des BDR a décidé de faire application des dispositions des articles L2112-2 et L2112-3 du Code de la commande publique en imposant au titulaire le respect d'une clause environnementale obligatoire.

Le Titulaire veille à ce que la réalisation des prestations s'effectue avec un impact minimum sur l'environnement.

A cette fin, il s'assure et utilise les moyens de transport les plus adaptés et rationalise ses déplacements. Il utilise les méthodes les plus respectueuses de l'environnement dans tous les aspects de la prestation.

11.8 Insertion sociale – Insertion par l'activité économique

Le titulaire peut réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'entreprise titulaire dispose d'une totale liberté de choix, tout au long de l'exécution du contrat, entre trois possibilités pour atteindre l'objectif fixé dans son offre :

1ère possibilité : recours à la sous-traitance d'une partie du contrat à une entreprise d'insertion (EI),

2ème possibilité : Mutualisation des heures d'insertion : L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du contrat.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), d'une association intermédiaire (AI) ou d'une entreprise de travail temporaire (ETT) conformément à aux dispositions prévues dans l'accord du 7 septembre 2005 relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L 1251-7 du code du travail,

3ème possibilité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du contrat.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, parmi les candidatures présentées ou validées préalablement par Emergence(S).

Le public bénéficiaire des clauses sociales est défini par l'article L. 5132-1 du code du travail relatif aux structures d'insertion par l'activité économique. Concrètement, peuvent notamment être concernées les personnes relevant des catégories administratives suivantes :

- les Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
 - les allocataires du R.S.A demandeur d'emploi ou ayants droits,
 - les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail,
- fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- les bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité,
 - les jeunes de faible niveau de qualification ou sans expérience professionnelle,
 - les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique),
 - les Demandeurs d'Emploi de plus de 50 ans.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du Service Public de l'Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé.

Le référent est M. JOHAN TILMANT, chargée de mission à l'Association Emergence(S) / Association d'animation du PLIE dont les coordonnées sont les suivantes :

- téléphone : 04 96 11 55 25 – 06 30 41 48 60,
- mail : jtilmant@emergences-asso.fr

À la demande de ce référent, le Titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action d'insertion.

En cas d'absence ou de refus de transmission de ces éléments, le Pouvoir Adjudicateur peut appliquer les pénalités contractuelles définies ci-après.

Par ailleurs, en cas de manquement grave du Titulaire à son engagement d'insertion, le pouvoir Adjudicateur pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts exclusifs de l'entrepreneur, dans les conditions fixées au CCAG.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer la CAF des B.D.R. par courrier recommandé avec accusé de réception, des difficultés qu'il rencontre pour assurer son engagement

Dans ce cas, le référé susmentionné étudiera avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue du contrat, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieures de personnes en insertion formées dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Gestion des données personnelles dans le cadre du règlement général sur la protection des données.

Conformément à l'article 11.5 du présent CCP, les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Ainsi, le titulaire est garant de la confidentialité et la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre des actions d'insertion.

Le titulaire est par ailleurs informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera également confiée à l'Association Emergence(S). Ces données seront traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. L'Association Emergence(S) est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à partir du 1er jour de votre mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée, et/ou
- dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2025 inclus.

En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à : jtilmant@emergences-asso.fr, ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données sis 5 rue de la République, CS 12383, 13215 Marseille Cedex 2.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

11.9 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à la CAF des Bouches-du-Rhône une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de

paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

11.10 Modifications en cours de contrat

L'entreprise est tenue de notifier immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception, à la personne responsable du contrat, les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- à l'adresse du siège de l'entreprise,
- au capital social de l'entreprise,
- à la cession de tout ou partie de l'activité.

et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

11.11 Modification de marché en cas de substitution d'un nouveau titulaire

Conformément à l'article R.2194-6 2° du Code de la commande publique et dans le respect des conditions de ce dernier, en cas de cession ou d'opération de restructuration du titulaire du marché, la CAF des Bouches-du-Rhône se réserve la possibilité de confier, dans les mêmes conditions d'exécution, le marché à une nouvelle personne morale venant se substituer au titulaire initial.

11.12 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Les dispositions de l'article 6 du C.C.A.G. FCS sont applicables.

Le titulaire, après une simple réquisition de la CAF par lettre ou courriel devra justifier que son personnel est bien employé conformément au droit du travail et respecte les conventions internationales ratifiées par la France.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

En conséquence, l'entrepreneur prendra, sous sa responsabilité, les mesures d'ordre de sécurité nécessaires pour éviter les accidents tant à l'égard des tiers que du personnel utilisé, en vue d'assurer les prestations fixées au contrat.

Il devra veiller au strict respect des lois et règlements en la matière, notamment en ce qui concerne l'utilisation des dispositifs destinés à éviter les chutes, risques électriques...

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, la personne responsable prendra, après mise en demeure restée en effet, les mesures nécessaires aux frais du titulaire.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures seront prises sans mise en demeure préalable.

En cas d'inobservations répétées, l'organisme se réserve le droit de prononcer, après mise en demeure par lettre recommandée, la résiliation du contrat aux torts du titulaire.

Les modifications de la réglementation sur la législation de la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du contrat s'appliquent de plein droit sans qu'il soit besoin de rédiger un acte modificatif.

11.13 Cession partielle ou totale d'activité par le titulaire ou du fonds

Dans le cadre d'une cession partielle ou totale d'activité quelle qu'en soit la forme, le changement de titulaire implique la fourniture par ce dernier des documents fournis par le cédant au stade de la candidature.

A défaut, le contrat est résilié.

Le cessionnaire présenté par le cédant devra être agréé et la cession est matérialisée par la signature d'un acte modificatif au contrat initial.

Sans la fourniture de tous les documents, l'avenant de cession ne peut être signé et ainsi le contrat est résilié de plein droit.

L'acceptation de la cession entraîne à l'égard du cessionnaire, l'obligation de reprendre l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat.

11.14 Travail dissimulé

Respect des dispositions relatives aux articles L8211-1 et suivants du Code du travail

- « Sont constitutives de travail illégal, dans les conditions prévues par le présent livre, les infractions suivantes :

- 1° travail dissimulé,
- 2° marchandage ;
- 3° prêt illicite de main-d'œuvre ;
- 4° emploi d'étranger sans titre de travail ;
- 5° cumuls irréguliers d'emplois ;
- 6° fraude ou fausse déclaration prévue aux articles L. 5124-1, L. 5135-1 et L. 5429-1. »

- « Sont interdits :

- 1° Le travail totalement ou partiellement dissimulé, défini et exercé dans les conditions prévues aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 ;
- 2° La publicité, par quelque moyen que ce soit, tendant à favoriser, en toute connaissance de cause, le travail dissimulé ;
- 3° Le fait de recourir sciemment, directement ou par personne interposée, aux services de celui qui exerce un travail dissimulé. »

- « Toute personne vérifie lors de la conclusion d'un contrat dont l'objet porte sur une obligation d'un montant minimum en vue de l'exécution d'un travail, de la fourniture d'une prestation de services ou de l'accomplissement d'un acte de commerce, et périodiquement jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, que son cocontractant s'acquitte :

- 1° des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 ;
- 2° de l'une seulement des formalités mentionnées au 1°, dans le cas d'un contrat conclu par un particulier pour son usage personnel, celui de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité, concubin, de ses ascendants ou descendants.

Les modalités selon lesquelles sont opérées les vérifications imposées par le présent article sont

précisées par décret. »

- « Les vérifications à la charge de la personne qui conclut un contrat, prévues à l'article L. 8222-1, sont obligatoires pour toute opération d'un montant au moins égal à 3 000 euros. »

Liste nominative des intervenants

A la notification du contrat, le titulaire confirmera à la CAF, la liste des personnels susceptibles d'intervenir, avec mention de leur qualification professionnelle.

Toute modification, en cours du contrat, devra être communiquée préalablement à la CAF pour acceptation.

En cas de non-respect de ces obligations, la CAF se réserve le droit de mettre fin au contrat, sans préavis.

Cette liste nominative devra être tenue à jour par le titulaire de manière systématique, et fera mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si un employé cesse ou commence son travail.

En outre, toute modification envisagée de cette liste devra être portée à la connaissance de l'organisme en vue de l'obtention des autorisations susvisées.

Toute infraction à ces dispositions pourra entraîner la résiliation du contrat aux torts du titulaire sans préjudice des poursuites judiciaires qui pourront être engagées à l'encontre des contrevenants.

Dans le cas où l'un des intervenants mis à disposition par le titulaire ne conviendrait pas à la C.A.F., cette dernière se réserve le droit d'en demander son remplacement par simple mail ou fax sans contestation possible de la part de la société.

11.15 Obligation de fournir tous les 6 mois les attestations visées à l'article L 8222-1 du code du travail (lutte contre le travail dissimulé)

Le prestataire s'engage expressément et spontanément à produire à la Caisse d'Allocations Familiales tous les six mois jusqu'à la fin du contrat les attestations requises aux articles L 8222-1 et D.8222-5 du Code du Travail.

Pour remplir cette obligation, le titulaire peut fournir les pièces ci-dessous énumérées :

- L'attestation de fourniture de déclaration sociale (attestation URSSAF) émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au candidat datant de moins de six mois,
- si l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le titulaire doit fournir l'un des documents suivants :
 - soit un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés,
 - soit une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
 - soit un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle ou doivent être mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un ordre professionnel ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
 - soit un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Dans l'éventualité où l'URSSAF ne délivrerait qu'une seule attestation / an, le titulaire doit demander une « attestation de comptes à jour ».

Pour les candidats de l'Union Européenne les documents équivalents.

Faute par le prestataire de fournir les attestations précitées dans un délai d'un mois et après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception restée sans effet, le présent marché peut être résilié de plein droit sans indemnités.

12. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure.

12.1 Pénalité en cas de manquement à l'occasion des prestations demandées

Les pénalités ci-dessous peuvent être appliquées au titre de l'exécution du contrat.
Pénalités et réfections peuvent se cumuler.

PÉNALTÉS APPLICABLES	UNITÉ	MONTANT H.T.
DÉFAUT DE SERVICE		
Non-respect du délai contractuel de réalisation des éléments de mission	Par jour calendaire de retard dans la limite de 10 jours	1/20 du montant de la mission
FOURNITURE DE DOCUMENTS		
Non remise du rapport (DTI, DCAT)	Par manquement constaté	50,00 €
PENALITES DIVERSES		
Non-respect par le personnel du titulaire de la Charte de la laïcité	Par manquement constaté	20,00 €
Le cas échéant, non-respect des heures d'insertions indiquées dans l'offre	Par heure non réalisée	20,00 €

12.2 Pénalités pour non-respect des obligations sociales

Le titulaire du marché encourt une pénalité maximale égale à 10 % du montant maximum du contrat s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du Travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

La pénalité ne peut toutefois pas excéder celle des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L8224-2 et L 8224-5 du Code du Travail.

En cas de non-régularisation de situation, la CAF des BDR peut appliquer les pénalités susnommées ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du contrat.

13 LITIGES ET SANCTIONS

13.1 Substitution du titulaire en cas de défaillance

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, en sans qu'il soit besoin de mettre en œuvre le processus de résiliation, en cas d'inexécution de l'une des prestations essentielles prévues au contrat qui ne peut être exécutée du fait du titulaire, et après une mise en demeure restée sans effet pendant 12 heures, la CAF peut recourir de plein droit à un tiers qui se substituera au titulaire.

Une simple consultation est menée pour choisir le tiers.

Les coûts exposés par le tiers substitué sont facturés au titulaire.

La même disposition est applicable pour le cas où le contrat est résilié aux torts du titulaire.

La décision qui prononce la résiliation le mentionne.

13.2 Résiliation pour faute du titulaire avec mise en demeure

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

13.3 Résiliation pour faute du titulaire sans mise en demeure

La CAF des B.D.R. peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements,
- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché,
- la déclaration produite en application de l'article R2143-3 du code la commande publique a été reconnue inexacte.

13.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5% du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

13.5 Clause de sauvegarde

La Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône se réserve le droit de résilier le présent contrat sans indemnité et sans mise en demeure en cas d'augmentation supérieure ou égale à 4 % des prix unitaires fixés initialement au contrat.

13.6 Litiges

13.6.1 Règlement amiable

Les litiges s'élevant entre les parties font en premier lieu l'objet d'une tentative de règlement amiable dans les conditions du CCAG – FCS.

13.6.2 Compétence de juridiction

A défaut de solution amiable, toutes difficultés intervenant en cours d'exécution et non prévue au présent contrat sera de la compétence exclusive des tribunaux dont la juridiction s'étend à la Commune de Marseille.

13.6.3 Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal judiciaire de Marseille
6 rue Joseph Autran
13006 Marseille
Téléphone : 04 91 54 37 69

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et Services :

L'article 3 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG.

L'article 12 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG.

L'article 13.1 du contrat déroge à l'article 45 du CCAG.

Toutes les autres clauses du CCAG-FCS auxquelles il n'est pas dérogé s'appliquent de plein droit.